

Marie-Kristine Vanbockestael

«Nous allons rationaliser les aides en Wallonie»

Marie-Kristine Vanbockestael ne se fait guère d'illusions: le Forem n'aura pas les 40 millions de plus qu'elle demande pour 2015...

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

À l'heure où le Forem dirigé par Marie-Kristine Vanbockestael vient d'hériter de nouvelles compétences, le prochain gouvernement wallon ne manquera pas de lui demander de réaliser des économies. Si l'emploi ne sera pas impacté — le Forem occupe plus de 4.300 personnes — les aides aux entreprises seront rationalisées.

Les organismes publics vont devoir se serrer la ceinture en Wallonie. Le Forem peut-il faire des économies? Le Forem parle de réorganisation depuis 25 ans. Il faut le faire. On doit rationaliser. Ce terme fait peur mais la réorganisation du Forem sera neutre au niveau de l'emploi. Il n'y aura pas de pertes d'emploi. Mais il faut faire plus avec moins d'argent. Nous allons rationaliser les aides en Wallonie.

Le Forem hérite aujourd'hui de nouvelles compétences issues du Fédéral. La Wallonie va ainsi disposer de 32 aides à l'emploi différentes. Il faut les réorganiser autour de 4 à 5 aides différentes. Le Fédéral a par exemple inventé des systèmes pour aider les entreprises à croître. En Région wallonne, nous avons le plan Airbag. Il faut remettre ces aides à plat. Au total, la Wallonie disposera d'une enveloppe de 1,4 milliard d'euros d'aides financières. Il y a des économies possibles.

Avez-vous des objectifs chiffrés? J'attends la feuille de route du prochain gouvernement. J'espère que l'Emploi ne sera pas trop touché. Ma demande d'augmentation de budget

ne sera par contre certainement pas acceptée.

Vous demandiez combien en plus pour votre budget?

J'ai présenté au précédent gouvernement deux budgets vérité pour l'année 2015. Un budget wallon et un budget pour les compétences transférées. Au niveau du budget wallon, j'ai demandé 40 millions en plus sur un budget de 1,2 milliard.

En rationalisant les aides, faut-il comprendre qu'il y aura moins

d'aides pour les entreprises et les demandeurs d'emploi?

Non, mais il faut investir dans les outils de formation. Avec 1,4 milliard, il y a moyen de faire de l'aide en cash et de la pédagogie. Il faut certainement continuer à aider les entreprises mais il faudra doser les différentes interventions. Aider une entreprise à croître, ce n'est pas forcément lui donner de l'aide directe mais aussi lui proposer des employés bien formés.

Le Forem a également hérité du Fédéral les compétences liées au contrôle des chômeurs. Des économies sont-elles envisagées?

Nous avons 200 facilitateurs transférés de l'Onem au Forem pour contrôler la disponibilité des demandeurs d'emploi. Je vais proposer au gouvernement d'analyser le profil de ces personnes afin de mettre en place un système de contrôle moins coûteux en personnel. Nous pouvons transférer une partie de ce personnel vers

l'accompagnement des demandeurs. Si l'accompagnement est bien fait, on aura besoin de moins de contrôle.

Faut-il comprendre qu'on contrôlera moins en Wallonie?

Nous ferons preuve de loyauté vis-à-vis du Fédéral mais nous allons organiser un contrôle juste et intelligent, moins aveugle et moins mécanisé. Nous allons mettre en place un collège d'experts qui examinera le dossier des chômeurs. Ce collège jouera le rôle d'organe de délibération.

Quel type de ministre de l'Emploi espérez-vous?

J'espère que nous partagerons la même vision. Je veux un ministre partenaire. Je me suis bien entendue avec André Antoine (ministre de l'Emploi sous la précédente législature, NDLR). J'aurais cependant voulu qu'il s'occupe un peu plus de l'Emploi. J'attends du prochain gouvernement les priorités.

Le chômage chez les jeunes reste un problème.

Notre enseignement doit être réformé. Il doit mettre sur le marché des têtes bien faites et bien pleines. C'est le travail de deux législatures. D'ici là, le Forem continuera à accueillir les jeunes qui arrivent sur le marché et les formera.

La meilleure méthode de formation passe par l'alternance en entreprise via des stages. Il en faut plus. Pour cela, il faudrait arriver à négocier des places de stages à un niveau sectoriel.

Que pensez-vous de la décision prise à Bruxelles de financer les premiers emplois des jeunes après un an de chômage?

C'est une bonne idée. Il faut donner une perspective aux jeunes. En Wallonie, il faudrait ouvrir cette possibilité au secteur privé. Le dispositif n'est aujourd'hui possible que dans le secteur public.